Camille Rols

Contact: camille.rols@umontpellier.fr **Née le** 27 juillet 1996 à Béziers, France



Thèse de doctorat

Les droits de la nature en Europe, sous la direction de Madame le Professeur Claire VIAL, Université de Montpellier, IDEDH.

Résumé des travaux de recherche

La détérioration de l'état de la nature, malgré une augmentation significative des normes et du contentieux liés au climat et à la biodiversité interroge le rapport que l'homme entretient avec la nature. Ce lien, déséquilibré, est au fondement de la totalité du droit occidental et, en ce qui concerne cette recherche, du droit en Europe. Si les réflexions sur la nécessité de repenser le rapport hommenature sont omniprésentes dans certaines sciences sociales, cette nécessité est pour le moment peu mise en œuvre dans le droit. Le mouvement des droits de la nature qui se développe actuellement dans le monde, entendu comme l'attribution de droits subjectifs à des entités naturelles, semble tendre vers la construction d'une nouvelle relation juridique. Compte tenu de cette réalité, la présente thèse se propose de répondre à la problématique suivante : de quelle manière les droits de la nature contribuent-ils à construire un nouveau rapport juridique entre l'homme et la nature en Europe ? Si les droits de la nature ne constituent pas le seul outil envisageable, ils permettent de construire un nouveau rapport juridique entre l'homme et la nature en ce qu'ils proposent une émancipation juridique de celle-ci. Les entités naturelles disposeraient d'une valeur intrinsèque, leur offrant le statut de sujet de droits et ainsi des droits subjectifs. Cette émancipation juridique bouleverserait sans aucun doute l'ordre juridique actuel. Dès lors, la reconnaissance des droits de la nature en Europe conduirait inévitablement à organiser l'intégration de ces entités naturelles, nouvellement émancipées, dans l'ordre juridique existant. La question de l'articulation entre les droits de la nature et le droit existant, pourtant peu traitée, est fondamentale. L'analyse de cette articulation potentielle révèle que l'intégration des entités naturelles émancipées peut tout à la fois révéler des relations de continuité, de complémentarité entre le droit existant et les droits de la nature et, simultanément, des relations conflictuelles puisque les droits de la nature peuvent constituer une source de limitation au droit existant, et inversement.

Parcours professionnel

- > Septembre 2025 septembre 2026 : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Université de Montpellier.
- > Septembre 2024 septembre 2025 : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Université de Montpellier.
- > Septembre 2020 septembre 2023 : Doctorante contractuelle chargée d'enseignement, Faculté de droit et de science politique, Université de Montpellier.
- > Septembre 2018 juillet 2019 : Master 2 Droit public général parcours droit européen, Faculté de droit et de science politique, Université de Montpellier (mention bien, major de promotion).
- > Septembre 2017 juin 2018 : Master 1 en Droit de l'environnement, Faculté de droit et de science politique, Université de Montpellier (Major de promotion).
- Septembre 2014 juin 2017 : Licence en droit public, Faculté de droit et de science politique, Université de Montpellier.

Activité d'enseignement

> Travaux dirigés assurés entre 2025 et 2026 :

Système juridique de l'Union européenne, Licence 3, sous la direction du Professeur Jérôme ROUX

Droit constitutionnel de la Vème République, Licence 3, sous la direction du Professeur Jérôme ROUX

- > Mai 2024 : Intervention sur les nouveaux mécanismes et leviers juridiques de gestion de l'eau auprès des étudiants de l'Institute for Water Education de Delf (Pays-Bas) en collaboration avec AgroParis Tech Montpellier
- > Février 2024 : Intervention sur les droits de la nature dans le cadre du Magistère de droit public appliqué à la Faculté de droit de l'Université de Montpellier.

- > Décembre 2023 : Intervention sur « les enjeux de l'intégration des droits de la nature dans le contexte européen » dans le cadre du Master générations futures et transitions juridiques, Campus de Caen, Sciences Po Rennes.
- > Travaux dirigés assurés entre 2022 et 2025 :

Institutions européennes, Licence 1, sous la direction de Mme le Professeur Caroline PICHERAL.

Régime juridique des libertés fondamentales, Licence 3, sous la direction de Mme Béatrice BELDA.

Système juridique de l'Union européenne, Licence 3, sous la direction du Professeur Jérôme ROUX et du Professeur Christophe MAUBERNARD.

> Travaux dirigés assurés entre 2020 et 2022 :

Citoyenneté, immigration et asile, Master 1, sous la direction de Mme le Professeur Caroline PICHERAL.

Institutions européennes, Licence 1, sous la direction de Mme Béatrice PASTRE-BELDA.

Liste des travaux de recherche (publications, interventions)

- > Intervention lors du colloque « Parlement et éthique environnementale » organisé par l'Institut national universitaire Champollion, Albi, le 7 novembre 2025, contribution : « Initiative populaire et droits de la Mar Menor en Espagne ». Publication des actes à venir.
- > « Entre dignité humaine et dignité de la nature : réflexions aux confins de la notion de dignité », à paraître. Article faisant suite à mon intervention lors du colloque portant sur « la Nature » le 13 juin dernier organisé par la Fédération de recherche « L'Europe en mutation » et l'école doctorale des sciences juridiques de l'Université de Strasbourg).
- > Intervention au sein de la Commission ouverte pour les droits de la nature du Barreau de Paris intitulée : « Les voies d'intégration de l'écocentrisme en Europe », le 19 novembre 2024.
- > Intervention lors de la journée d'étude intitulée « Arbre(s) et droit(s) : défis et perspectives », organisée par la faculté de Douai, Université d'Artois, le 17 octobre 2023. Contribution : « Hêtre ou ne pas hêtre : de la personnalité juridique des arbres ».
- > Octobre 2023 : Organisation du séminaire d'actualités de l'IDEDH sur la question du port des signes religieux. Dans ce cadre, j'ai préparé, avec une autre doctorante du laboratoire, une plaquette de

jurisprudences récentes. Nous avons présenté et discuté ces jurisprudences au cours d'une réunion réunissant les doctorants et enseignants-chercheurs du laboratoire.

- ➤ Participation à la revue électronique des droits fondamentaux du CRDH, chronique des constatations des comités conventionnels des Nations Unies adoptées en 2022. Commentaire de la constatation suivante : Comité des droits de l'homme, Larissa Shchiryakova c. Bélarus, 7 juillet 2022, communication n° 2848/2016, U.N. doc. CCPR/C/135/D/2848/2016.
- « Le juge, architecte de la formalisation des droits de la nature », in L. Gay et O. Le Bot, Des droits fondamentaux pour le système Terre. Approches plurielles des droits de la nature, DICE Editions, 2025, p.205. Cet article tente de démontrer que dans une étude consacrée au mouvement des droits de la Nature, la figure du juge occupe une place de choix dès lors qu'il est devenu un acteur central dans la formalisation des droits des entités naturelles. En effet, ce dernier répand les graines de l'écocentrisme sur les terres de son office, pour tenter de cultiver ces droits et les valeurs y afférentes. Ce rôle de bâtisseur, de fondateur des droits des entités naturelles s'étend à la fois à la définition des contours de cette notion ainsi qu'au développement de son contenu. De la conception à la formalisation, il en apparaît comme l'architecte.
- > Intervention lors du colloque (université d'Automne) organisé par la faculté de droit d'Aix-en-Provence le 19 octobre 2022 portant sur les droits de la nature, ayant donné lieu à la contribution mentionnée précédemment (le juge, architecte de la formalisation des droits de la Nature).

Responsabilités et implications pédagogiques, administratives et scientifiques

- 2024-2025 : Création et coordination d'un projet de recherche collective « les droits de l'espèce humaine » financé par l'Université de Montpellier : organisation de trois workshop et publication d'un ouvrage collectif à venir. Dans ce cadre, mes collègues docteurs et doctorants et moi-même organisons des séminaires de réflexions fermés, avec la participation d'intervenants extérieurs (CNRS, IRD, Muséum d'Histoire naturelle...) avant la publication d'un ouvrage collectif pour 2026.
- > 2023-2024 : Participation à l'encadrement du groupe « droits de la nature » de la clinique juridique des étudiants de Sciences Po à Toulouse.

Compétences linguistiques :

Français : langue maternelle ; Anglais : niveau avancé ; Espagnol : niveau avancé.